CONSEIL MUNICIPAL DU 27 MARS 2024

L'an deux mil vingt-quatre, le mercredi 27 mars, à vingt heures, le Conseil Municipal, légalement convoqué en séance ordinaire, s'est réuni à la mairie, en séance publique sous la présidence de M. ABAFOUR Michel, Maire.

Étaient présents : M. ABAFOUR Michel, Mme COLIN Marie-Pierre, M. LEVECQUE Yannick, M. DUBRAY Cédric, Mme GARNIER Arlette, M. GIRANDIER Sébastien, Mme GUINEL Ludivine, Mme JODEAU Maïté, M. JOSEPH Eric et M. MONNIER Florian.

Absent : M. REZÉ Kévin.

Date de convocation : 21/03/2024

Date d'affichage : 22/03/2024

Nombre de Conseillers : 11

- en exercice : 11

- présents : 10

- votants : 10

M. GIRANDIER Sébastien a été élu Secrétaire de séance.

Lecture et signature de la séance du 24 janvier 2024.

Un dossier a été ajouté à l'ordre du jour avec l'accord du conseil : « aménagement du rond-point dans le bourg : estimatif et finalisation du projet ».

OBJET : DELIBERATION N°2024-06 : COMPTE DE GESTION 2023 : BUDGET PRINCIPAL

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, déclare à l'unanimité que le Compte de Gestion 2023, dressé par le Receveur Municipal, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.
(enregistré Préf le)

OBJET : DELIBERATION N°2024-07 : COMPTE DE GESTION 2023 : BUDGET TOURISME

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, déclare à l'unanimité que le Compte de Gestion 2023, dressé par le Receveur Municipal, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.
(enregistré Préf le)

OBJET : DELIBERATION N°2024-08 : COMPTE DE GESTION 2023 : BUDGET LOTISSEMENT PRE NEUF

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, déclare à l'unanimité que le Compte de Gestion 2023, dressé par le Receveur Municipal, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.
(enregistré Préf le)

OBJET : DELIBERATION N°2024-09 : COMPTE ADMINISTRATIF 2023 – BUDGET PRINCIPAL

M. le Maire présente les résultats de l'exercice 2023 et sort de la salle.

M. JOSEPH Eric, doyen, prend la présidence.

Le Conseil Municipal approuve le compte administratif 2023 comme suit :

<u>SECTION FONCTIONNEMENT</u> :	PREVU	REALISE
DEPENSES :	464 718.19 €	218 284.05 €
RECETTES :	464 718.19 €	489 835.80 €

->Excédent de fonctionnement de clôture = 271 551.75 €

<u>SECTION INVESTISSEMENT</u> :	PREVU	REALISE	RESTES A REALISER
DEPENSES :	220 569.19 €	40 360.96 €	37 000.00 €
RECETTES :	220 569.19 €	40 042.72 €	1 800.00 €

->Déficit d'investissement de clôture : -318.24 €

->Déficit restes à réaliser : - 35 200.00 €

M. ABAFOUR Michel reprend la présidence de séance.

VOTE : POUR = 9 CONTRE = 0 ABSTENTION = 0

(enregistré Préf le)

OBJET : DELIBERATION N°2024-10 : COMPTE ADMINISTRATIF 2023 – BUDGET TOURISME

M. le Maire présente les résultats de l'exercice 2023 et sort de la salle.

M. JOSEPH Eric, doyen, prend la présidence.

Le Conseil Municipal approuve le compte administratif 2023 comme suit :

SECTION FONCTIONNEMENT :	PREVU	REALISE
DEPENSES :	178 650.28 €	118 518.65 €
RECETTES :	178 650.28 €	153 532.60 €

->Excédent de fonctionnement de clôture = 35 013.95 €

SECTION INVESTISSEMENT :	PREVU	REALISE	RESTES A REALISER
DEPENSES :	107 362.67 €	91 518.10 €	0.00 €
RECETTES :	107 362.67 €	50 733.89 €	5500.00 €

->Déficit d'investissement de clôture : - 40 784.21 €

->Excédent restes à réaliser : 5500.00 €

M. ABAFOUR Michel reprend la présidence de séance.

VOTE : POUR = 9 CONTRE = 0 ABSTENTION = 0

(enregistré Préf le)

OBJET : DELIBERATION N°2024-11 : COMPTE ADMINISTRATIF 2023 – BUDGET LOTISSEMENT PRE NEUF :

M. le Maire présente les résultats de l'exercice 2023 et sort de la salle.

M. JOSEPH Eric, doyen, prend la présidence.

Le Conseil Municipal approuve le compte administratif 2023 comme suit :

SECTION FONCTIONNEMENT :	PREVU	REALISE
DEPENSES :	21 478.78 €	0.00 €
RECETTES :	21 478.78 €	0.00 €

SECTION INVESTISSEMENT :	PREVU	REALISE
DEPENSES :	38 904.28 €	0.00 €
RECETTES :	38 904.28 €	0.00 €

Le déficit de fonctionnement de clôture des exercices antérieurs à reporter sur l'exercice 2024 est de 1194.24 €.

Le déficit d'investissement de clôture des exercices antérieurs à reporter sur l'exercice 2024 est de 18 624.74 €

M. ABAFOUR Michel reprend la présidence de séance.

VOTE : POUR = 9 CONTRE = 0 ABSTENTION = 0

(enregistré Préf le)

OBJET : DELIBERATION N°2024-12 : BUDGET PRINCIPAL : AFFECTATION DU RESULTAT 2023 SUR L'EXERCICE 2024

Après constatation des résultats de l'exercice 2023 :

-section fonctionnement : excédent de 271 551.75 €

-section investissement : déficit de - 318.24 €

-restes à réaliser : déficit de - 35 200.00 €

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide d'affecter, au Budget Primitif 2024 l'excédent de fonctionnement 2023 (271 551.75 €) comme suit :

1°) 35 518.24 € à l'article 1068 de la section investissement soit pour combler les déficits de 318.24 € (section investissement) et de 35 200 € (restes à réaliser)

2°) d'inscrire le solde, soit la somme de 236 033.51 €, à la ligne budgétaire 002

« Excédent de fonctionnement reporté » du Budget Primitif 2024.

VOTE : POUR = 10 CONTRE = 0 ABSTENTION = 0

(enregistré Préf le)

OBJET : DELIBERATION N°2024-13 : BUDGET ANNEXE TOURISME ET LOISIRS : AFFECTATION DU RESULTAT 2023 SUR L'EXERCICE 2024

Après constatation des résultats de l'exercice 2023 :

-section fonctionnement : excédent de 35 013.95 €

-section investissement : déficit de 40 784.21 €

OBJET : DELIBERATION N°2024-17 : BUDGET PRIMITIF LOTISSEMENT PRE NEUF EXERCICE 2024

Après s'être fait présenter les propositions par le Maire ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, arrête et vote le Budget Lotissement du Pré Neuf 2024 comme suit :

-SECTION FONCTIONNEMENT :

Votée en équilibre en dépenses et en recettes à 21 478.78 € ;

-SECTION INVESTISSEMENT :

Votée en équilibre en dépenses et en recettes à 38 904.28 €.

VOTE : POUR = 10 CONTRE = 0 ABSTENTION = 0

(enregistré Préf le)

OBJET : DELIBERATION N°2024-18 : VOTE DES SUBVENTIONS 2024

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide d'attribuer, les subventions suivantes pour l'année 2024 :

Bénéficiaires	Montants votés
<u>Associations communales</u>	
Comité des Fêtes ST CHARLES LA FORET	100 €
Club de l'Amitié ST CHARLES LA FORET	100 €
POLLENIZ dont le Groupement communal contre les nuisibles adhère	97.28 €
<u>Associations départementales et régionales</u>	
Fédération Secours Populaire Français	15 €
Centre de lutte contre le cancer	40 €
Association Infirmes Moteurs et Cérébraux	15 €
France Alzheimer Mayenne	20 €
APAJH Adultes et Jeunes Handicapés Sarthe-Mayenne	20 €
Association. Locale lutte contre Mucoviscidose (Virades)	30 €
<u>Associations nationales</u>	
Association Sclérosés en plaques (NAFSEP)	15 €
Association Myopathes de France (AFM)	15 €
<u>TOTAL</u>	<u>467.28 €</u>

(enregistré Préf le)

OBJET : DELIBERATION N° 2024-19 : PROPOSITION MANDAT AU CENTRE DE GESTION DE LA MAYENNE POUR MISE EN CONCURRENCE DANS LE CADRE DE LA PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE DES AGENTS

La réforme de la protection sociale complémentaire (PSC) dans la fonction publique territoriale, initiée par l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021, place la couverture des risques prévoyance et santé des agents au premier plan de la responsabilité des employeurs publics territoriaux.

Elle introduit notamment une obligation pour ces derniers de mettre en œuvre une participation financière à la couverture du risque Prévoyance de leurs agents à compter du 1^{er} janvier 2025, puis à celle des risques frais de Santé à compter du 1^{er} janvier 2026, ainsi que des niveaux minimums de couverture pour chacun des risques. Le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 est venu en préciser les modalités.

L'accord collectif national signé le 11 juillet 2023 par l'ensemble des associations représentatives d'employeurs territoriaux et des organisations syndicales représentatives de la fonction publique territoriale vient renforcer les obligations des employeurs et les droits de leurs agents, en instituant notamment la généralisation de l'adhésion obligatoire des agents aux garanties Prévoyance dans le cadre de contrats collectifs conclus par l'employeur au plus tard le 1^{er} janvier 2025.

En premier lieu, le niveau des garanties offertes sera différent. Les contrats collectifs de Prévoyance à adhésion obligatoire devront en effet prévoir un niveau minimum de garantie

couvrant tous les agents pour les risques Incapacité Temporaire de Travail et Invalidité à hauteur de 90% de la rémunération annuelle nette (TBI, NBI, RI).

En deuxième lieu, c'est la participation des employeurs publics territoriaux qui change, avec une prise en charge, au minimum à hauteur de 50% des cotisations acquittées par les agents au titre du régime de base à adhésion obligatoire prévu par l'accord collectif national du 11 juillet 2023.

L'enjeu financier n'est donc plus du tout le même pour les collectivités territoriales avec un élargissement de la base des bénéficiaires d'une part, et de la participation unitaire d'autre part.

Il est également à noter que le caractère obligatoire de l'adhésion impactera également le régime d'assujettissement social et fiscal de la participation versée par l'employeur et des prestations versées par les assureurs.

En troisième lieu, l'ordonnance 2021-174 du 17 février 2021 et l'accord collectif national du 11 juillet 2023 renforcent également les obligations des employeurs publics territoriaux en matière de dialogue social, en instituant la mise en œuvre d'un comité paritaire de pilotage et de suivi pour chaque accord collectif conclu.

Les employeurs publics territoriaux doivent donc, à plus ou moins brève échéance, engager d'une part des négociations avec les organisations syndicales et, d'autre part, une procédure de mise en concurrence en conformité avec le code de la commande publique pour sélectionner le ou les organismes assureurs qui couvriront les garanties de prévoyance dans le cadre de contrats collectifs à adhésion obligatoire.

Les dispositions de cet accord collectif national doivent faire l'objet dans les mois à venir de transpositions législatives et réglementaires.

L'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 a également confirmé le rôle d'expertise des Centres de Gestion qui ont désormais l'obligation de conclure, pour le compte des collectivités territoriales et des établissements publics de leur ressort, des conventions de participation en matière de Santé et de Prévoyance.

Les enjeux sont multiples : santé au travail, attractivité du secteur public, équilibre financier, dialogue social. Le domaine expert qu'est celui de l'assurance des collectivités et de leurs établissements publics en accroît la complexité.

Afin de répondre à l'ensemble de ces enjeux, les cinq centres de gestion des Pays de la Loire ont décidé de placer cette question au cœur du schéma régional de coordination, de mutualisation et de spécialisation et de construire ensemble un cadre de mise en œuvre collectif et sécurisé.

Au regard de ce contexte juridique et technique, compte tenu de la complexité et l'expertise imposées par ce type de dossier, après une analyse approfondie menée depuis le mois de juillet 2023, le Centre de gestion de la Mayenne a décidé, avec les 4 autres Centres de Gestion de la région des Pays de la Loire, d'engager un marché régional afin d'être en mesure de proposer à l'ensemble des employeurs publics de la région une offre performante et adaptée aux différentes problématiques rencontrées en matière de prévoyance, à compter du 1^{er} janvier 2025, puis en santé, à compter du 1^{er} janvier 2026.

Dans cette perspective, le Centre de gestion de la Mayenne et les 4 autres Centres de Gestion de la région des Pays de la Loire se sont engagés dans une démarche experte et globale, qui offre aux collectivités territoriales et aux établissements publics de leur ressort un accompagnement de haut niveau sur tous les aspects juridiques, fiscaux, sociaux et financiers inhérents à la Protection Sociale Complémentaire.

Ainsi, le Centre de gestion de la Mayenne et les 4 autres Centres de Gestion de la région des Pays de la Loire piloteront l'ensemble du processus, tant pour ce qui concerne le dialogue social et l'animation de l'instance paritaire régionale, que la définition des garanties, la rédaction du cahier des charges, la conduite des négociations avec les assureurs, l'analyse des offres, la rédaction des projets d'accords collectifs, la mise en place de la gestion des prestations et le suivi et le pilotage des contrats dans le temps, au bénéfice des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux, ainsi que des agents assurés.

La mutualisation des risques sur un large périmètre permettra de renforcer l'attractivité auprès des organismes d'assurances, mais également de mieux piloter les risques, et par là-même de maîtriser les évolutions tarifaires dans le temps.

Enfin, le Centre de gestion de la Mayenne et les 4 autres Centres de Gestion de la région des Pays de la Loire sont parmi les tous premiers centres de gestion à initier cette démarche, ce qui constitue un gage de compétitivité pour les collectivités territoriales et établissements publics qui adhéreront à la consultation.

Le Maire informe les membres de l'assemblée que le conseil d'administration du Centre de gestion de la Mayenne, par délibération du 30 janvier 2024, a autorisé la signature d'une convention constitutive de groupement de commandes avec les 4 autres Centres de Gestion de la région des Pays de la Loire en vue de lancer pour le compte des collectivités territoriales et établissements publics lui ayant donné mandat, une procédure de mise en concurrence en conformité avec le code de la commande publique pour conclure des conventions de participation pour la couverture du risque Prévoyance.

Cette procédure permettra à tout agent d'un employeur public territorial ayant adhéré aux conventions de participation d'accéder à une offre de garanties d'assurance prévoyance mutualisées et attractives éligibles à la participation financière de son employeur, à effet du 1er janvier 2025.

Le Maire précise qu'afin de pouvoir bénéficier de ce dispositif, il convient de donner mandat préalable au Centre de gestion de la Mayenne afin de mener la mise en concurrence.

DÉLIBÉRÉ

Vu l'article 40 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code général de la fonction publique, et notamment les articles L.452-11, L. 221-1 à L. 227-4 et L. 827-1 à L. 827-12 ;

Vu le Code de la commande publique et notamment ses articles L.2113-6 à L.2113-8 ;

Vu le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

Vu la circulaire N°RDFB 1220789 C du 25 mai 2012 relative à la participation des collectivités territoriales et des établissements publics à la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

Vu l'ordonnance 2021-174 du 17 février 2021 relative à la négociation et aux accords collectifs dans la fonction publique ;

Vu l'ordonnance 2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique ;

Vu le décret 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement ;

Vu l'accord collectif national du 11 juillet 2023 portant réforme de la Protection Sociale Complémentaire dans la Fonction Publique Territoriale ;

Vu le schéma régional de coopération, mutualisation et spécialisation adopté par délibérations concordantes des cinq centres de gestion des Pays de la Loire et signé le 26 septembre 2022 ;

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial du 15 mars 2024 ;

Après discussion, l'assemblée décide de :

- **Donner mandat au Centre de gestion de la Mayenne**, membre du groupement de commandes constitué des 5 Centres de Gestion de la région des Pays de la Loire, pour l'organisation, la conduite et l'animation du dialogue social au niveau régional en vertu des dispositions de l'accord collectif national du 11 juillet 2023 portant réforme de la Protection Sociale Complémentaire dans la Fonction Publique Territoriale ;
- **Donner mandat au Centre de gestion de la Mayenne** pour la réalisation d'une mise en concurrence visant à la sélection d'un ou plusieurs organismes d'assurance et la conclusion de conventions de participation pour la couverture du risque Prévoyance.

(enregistré Préf le)

OBJET : DELIBERATION N°2024-20 : VERSEMENT DE L'ATTRIBUTION DE COMPENSATION A LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE MESLAY-GREZ A COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2024

Monsieur le Maire présente aux membres du Conseil Municipal le tableau d'attribution de compensation versé à la Communauté de Communes du Pays de Meslay-Grez à compter du 1^{er} janvier 2024. Le total de l'ensemble des communes s'élève à 569 481, 66 € et la part pour la commune de Saint Charles la Forêt s'élève à 12 271.60 €.

Après en avoir délibéré, le conseil :

- **APPROUVE** le montant de l'attribution de compensation versé à la Communauté de Communes du Pays de Meslay-Grez à compter du 1^{er} janvier 2024 ;

- **PREND NOTE** que cette attribution de compensation sera inscrite au budget primitif 2024 chapitre 014 compte 739211.

(enregistré Préf le)

OBJET : DELIBERATION N°2024-21 : PROPOSITION DE GROUPEMENT DE COMMANDE FOURNITURES DE BUREAU ET CONSOMMABLES INFORMATIQUES AVEC LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE MESLAY-GREZ

Dans l'objectif de mutualiser les achats afin de réduire les coûts, un groupement de commande existe déjà pour l'achat de fournitures de bureau et de consommables informatiques entre la Communauté de Communes du Pays de Meslay-Grez et plusieurs communes.

Ce marché avec Delta Ouest (titulaire du marché actuel) prend fin en mai 2024.

C'est pourquoi, il est proposé aux communes qui le souhaitent, d'intégrer un nouveau groupement de commande afin de relancer la consultation au plus vite.

Après en avoir délibéré, le conseil :

- **ACCEPTE** que la commune adhère au nouveau groupement de commande pour l'achat de fournitures de bureau et de consommables informatiques qui est proposé par la Communauté de Communes du Pays de Meslay-Grez ;

- **AUTORISE** le Maire à signer la convention à venir et tous documents inhérents à ce dossier.

(enregistré Préf le)

OBJET : AJOUT ORDRE DU JOUR : DELIBERATION N° 2024-22 : AMENAGEMENT DU ROND-POINT DANS LE BOURG : ESTIMATIF ET FINALISATION DU PROJET

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal le projet, établi par la Communauté de Communes dans le cadre de la convention de service partagé, concernant l'aménagement et la sécurisation du rond-point dans le bourg.

Le montant des travaux est estimé à 18 580 € HT soit 22 296 € TTC.

Considérant que ce projet doit permettre la mise en sécurité du giratoire du centre bourg et de limiter la vitesse de circulation pour tous les conducteurs,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et procédé à un vote à main levée :

- **APPROUVE** l'opération présentée :

- avec une limitation de 30 km/h (10 voix pour et 0 voix contre)

- à proximité du futur rond-point (8 voix pour et 2 voix contre)

- **PREVOIT** le plan de financement suivant :

- Coût estimatif des travaux : 18 580 € HT soit 22 296 € TTC
 - Subvention AMENDES DE POLICE (25% du HT) 4 645 €
 - Emprunt ou autofinancement 13 935 €

- **DECIDE** :

➤ de solliciter le Département au titre du produit des amendes de police et toutes autres aides financières mobilisables, susceptibles de compléter le financement de cette opération, telles que présentées ;

➤ de prévoir les crédits nécessaires pour cette opération au budget principal de l'année 2024 ;

- de donner à Monsieur le Maire tout pouvoir pour effectuer toutes les démarches et signer toutes pièces afférentes au présent dossier.

(enregistré Préf le)

AFFAIRES DIVERSES :

- **Permanences bureau de vote élections européennes dimanche 9 juin** : à prévoir au prochain conseil.
 - **Prochain conseil** : mercredi 24 avril à 20h.
- M. le Maire clôt la séance à 22h.